

***Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°02/2024
(Séance publique)***

**REGLEMENT DE CONSULTATION POUR
L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET
LOGICIELS POUR LA CAISSE DE COMPENSATION
(LOT UNIQUE)**

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 et paragraphe 3-b de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

Article 1	:	OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	03
Article 2	:	MAITRE D'OUVRAGE	03
Article 3	:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	03
Article 4	:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANTES LES CAPACITES ET LES QUALITES REQUISES	04 à 06
Article 5	:	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	06
Article 6	:	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	07
Article 7	:	MODE D'ATTRIBUTION	07
Article 8	:	RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	07
Article 9	:	INFORMATION DES CONCURRENTS	07
Article 10	:	CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	08
Article 11	:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	08
Article 12	:	RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	08 à 09
Article 13	:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	09
Article 14	:	MONNAIE DES PRIX DES OFFRES	09
Article 15	:	CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	09 à 10
Article 16	:	RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	10
Article 17	:	LANGUE DE L'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	10
Article 18	:	DEPOT DES PROSPECTUS /DOCUMENTATIONS TECHNIQUES	10

ANNEXES :

- 1- *MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR*
- 2- *MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT*



Handwritten signature

ARTICLE 1 : OBJET DU REGELEMNT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix ayant pour **objet l'acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de compensation à Rabat –lot unique-**.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est la Caisse de Compensation représentée par sa Directrice par intérim, sera désigné ci-après par «Le maître d'ouvrage».

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions prévues par l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, ont constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Sont en liquidation judiciaire ;
- Sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Ont fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 152 du décret précité ;
- Sont représentées par plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.
- Ayant contribué à la préparation de l'appel d'offres concerné.
- Ayant fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.



✓

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 28 du décret n°2-22-431 précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique comprenant :

A- Un dossier administratif comprenant les pièces ci-après :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique.
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société.
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b- Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n° 2.22.431 précité conformément au modèle ci-joint (ANNEXE I).
- c- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu. **Cette pièce doit être constituée de manière dématérialisée via le portail des marchés et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances n° n°1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.**
- d- Pour les groupements, la convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme prévue à l'article 150 du décret précité n°2.22.431. Cette convention doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations.
- e- Les pièces complémentaires pour :
 - Pour les coopératives ou unions des de coopératives : L'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives
 - Pour les auto-entrepreneurs : l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

En cas d'un établissement public : Outre les pièces prévues aux b) et c), une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.



2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n° 2-22-431 précité.

- a- Une attestation délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce, conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b- L'attestation de la CNSS depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- c- Le certificat d'immatriculation au registre du commerce (Model 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- d- Les attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, ou leurs des copies certifiées conformes à l'original le cas échéant.
- e- Les pièces justificatives de la nationalité de l'entreprise et de ses dirigeants pour les marchés passés pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, lorsque le maître d'ouvrage les exige.
- f- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

II- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) de l'article 28 du décret n°2-22-431, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

En cas d'un établissement public :

Les pièces citées en a) et b) de l'alinéa 2 du A du présent article.

L'attestation citée en b) n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.



En cas d'auto entrepreneur :

Les pièces citées en a) de l'alinéa 2 du A du présent article.

En cas de coopératives ou union des coopératives :

Les pièces citées en a) et b) de l'alinéa 2 du A du présent article.

B- Un dossier technique comprenant les pièces suivantes :

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations de même nature que l'objet du présent appel d'offres qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation.
- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

C- Une Offre financière comprenant les pièces suivantes :

- a. Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en annexe I. Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- b. Le bordereau des prix-détail estimatif.

En cas de groupement conjoint, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

En cas de groupement solidaire, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

L'acte d'engagement du groupement (conjoint et solidaire) doit préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau du prix, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres.
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales.
- Un exemplaire du règlement de consultation.
- Le bordereau des prix-détail estimatif.
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur (annexe II).
- Le modèle de l'acte d'engagement (annexe I).



ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n°2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera notifié à tous les concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 7 : MODE D'ATTRIBUTION

Les prestations, objet du présent appel d'offres seront jugées conformément à l'article 16 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 22 du décret n°2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Pour le retrait du dossier d'appel d'offres, les concurrents sont tenus de le télécharger à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret des marchés publics précité, tout concurrent peut demander de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard 3 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les concurrents peuvent également demander tout éclaircissement ou renseignement concernant le dossier de l'appel d'offres par voie électronique via le portail des marchés publics et ce, conformément à l'arrêté n°1692-23 précité.

Appel d'offre national n° : 02/2024



ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1-Contenu des dossiers :

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- **Le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation** paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par la personne habilitée ;
- **Un dossier administratif** (Cf. Article 4 ci-dessus) ;
- **Un dossier technique** (Cf. Article 4 ci-dessus) ;
- **Une offre financière.**

1- Présentation des dossiers des concurrents :

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.

L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient deux enveloppes distinctes comprenant pour chacune :

1. **La première enveloppe** comprend, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphés et signés avec la mention « lu et accepté » à la dernière page, le règlement de consultation paraphés et signés, le dossier administratif et le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon **apparente, la mention « dossiers administratif et technique ».**
2. **La deuxième enveloppe** comprenant l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et doit porter de façon apparente, la mention « **offre financière** ».

Les **deux** enveloppes visées au paragraphe 1 et 2 ci-dessus indiquent de manière apparente :

- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet de l'appel d'offres.

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les concurrents doivent transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 précité.

NB : Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Chaque pièce est signée, électroniquement et individuellement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du décret n° 2-22-431 précité, tout pli déposé peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis et ce, conformément aux conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 précité.



Le retrait du pli envoyé par voie électronique s'effectue par le biais du même certificat ayant servi au dépôt dudit pli.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par l'article 14 de l'arrêté n°1692-23 précité et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60)** jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres précité, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

ARTICLE 14 : MONNAIE DES PRIX DES OFFRES

Les prix des offres présentées par les concurrents sont exprimés en dirham Marocain.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

La commission d'appel d'offres procédera, par voie électronique, à l'examen et à l'évaluation des dossiers et des offres des concurrents et ce, conformément aux dispositions des articles 39 à 44 du décret n° 2-22-431 précité et de l'arrêté n° 1692-23 précité.

Phase 1 : Examen des dossiers administratifs, technique, le CPS et le règlement de consultation

Cet examen sera effectué conformément aux dispositions de l'article 39 du décret n° 2-22-431 précité.

L'examen par la commission des dossiers des soumissionnaires donnera lieu, selon le cas, à :

- L'acceptation de l'offre ;
- L'admission de l'offre sous réserve de l'introduction des rectifications nécessaires ;
- Le rejet de l'offre.

Phase 2 : Examen des offres financières :

L'évaluation des offres financières se fera conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 précité.

Parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique, la commission proposera au maître d'ouvrage d'attribuer l'appel d'offres au concurrent ayant l'offre économiquement la plus avantageuse qui est celle la mieux disante par rapport au prix de référence.



NB :

- Le prix de référence est :
 $P = (\text{Estimation du Maître d'ouvrage} + (\text{somme des offres financières} / \text{Nombre des offres financières})) / 2$
- L'offre la mieux disante est :
 - ✓ l'offre la plus proche du prix de référence par défaut ;
 - ✓ l'offre la plus proche par excès si aucune offre n'est inférieure à ce prix.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, le complément de dossier et les éléments de réponse doivent être produits par voie électronique. Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, **est insérée, individuellement**, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée **électroniquement et individuellement**, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter et ce, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté n°1692- 23 précité.

ARTICLE 16 : RESULTATS DEFINITIFS D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 47 du Décret n° 2-22-431 précité, le maître d'ouvrage informe l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue Arabe et/ou Française et/ou Anglaise.

ARTICLE 18 : DEPOT DES PROSPECTUS /DOCUMENTATIONS TECHNIQUES

Le concurrent devra fournir les prospectus/documentations techniques relatifs au **matériel informatique (Serveur Gen11 6426Y, Station de travail Z4 G5, NAS RackStation RS3621xs+, SWITCH ADMINISTRABLE 2930F 24 PORTS 4SFP+)**.


Les prospectus/documentations techniques doivent décrire les caractéristiques exigées par le CPS en précisant la marque proposée.

Les prospectus doivent être déposés au plus tard **le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis indiqué au niveau des avis d'appel d'offres contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres.**



En application du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n° 02/2024 relatif à l'acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de compensation à Rabat en lot unique.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
	Lu et accepté
Rabat, le.....	Rabat, le.....



ACTE D'ENGAGEMENT (Annexe 1)

A- Partie réservée à l'Administration ⁽¹⁾ :

Appel d'offres ⁽²⁾ n°/2024 du/...../.....

Objet du marché ⁽³⁾

Passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :

a / Pour les personnes physiques : ⁽⁴⁾

- Je soussigné (prénom, nom, et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à ⁽⁵⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre de commerce de (localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b / Pour les personnes morales : ⁽⁴⁾

- Je soussigné (prénom, nom, et qualité au sein de l'Entreprise) agissant au nom et pour le compte de, (raison sociale et forme juridique de la Société) au capital social de.....
- Adresse du siège social de la Société.....
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à ⁽⁵⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre de commerce de (localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C- Partie réservée au concurrent membres d'un groupement :

Nous soussignés ⁽⁶⁾ :

- Membre n°1 :
- Membre n°2 :
- Membre n° :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement /solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons (prénom, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement.

D- Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets (remettons), revêtu de ma (notre) signature(s) un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global établi conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'offres ⁽⁰⁷⁾.

2) M'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-même), lesquels font ressortir ⁽⁸⁾ :



Lorsque le marché est en lot unique :

- Montant hors T.V.A(en chiffres et en lettres)
- Taux de TVA :(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A :(en chiffres et en lettres)
- Montant T.V.A comprise :(en chiffres et en lettres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

- Part revenant au membre n°1 :(en chiffres et en lettres)
- Part revenant au membre n°2 :(en chiffres et en lettres)
- Part revenant au membre n°n :(en chiffres et en lettres)

La Caisse de Compensation se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (postal, bancaire, ou à la T.G.R.)⁽⁰⁹⁾ ouvert au nom de(titulaire du marché) à(localité), sous relevé d'identification bancaire numéro⁽¹⁰⁾.

Fait à le.....
(Signature et cachet du concurrent)

(1) Préciser la procédure utilisée.

(2) Choisir la mention appropriée :

- Ouvert national sur offres des prix, ou rabais ou à majoration.
- Ouvert international sur offres des prix, ou rabais ou à majoration.
- Ouvert simplifié sur offres des prix, ou rabais ou à majoration.
- Restreint sur offres des prix, ou rabais ou majoration.
- Avec présélection sur offres des prix, ou rabais ou majoration.

(3) Préciser l'objet du marché, avec indication, le cas échéant, du lieu d'exécution y compris la commune, la province ou la préfecture et la région concernée.

(4) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(5) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(6) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

(7) En cas de concours, les alinéas 1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit :

« 1) m'engage, si le projet présenté par (moi ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage, à exécuter lesdites prestations conformément aux conditions des pièces produites par.....(moi ou notre société), en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix détail estimatif (ou décomposition du montant global) que j'ai dressé, après avoir apprécié sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont j'ai arrêté :

- Montant hors T.V.A(en chiffres et en lettres)
- Taux de TVA :(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A :(en chiffres et en lettres)
- Montant T.V.A comprise :(en chiffres et en lettres) »

« 2) m'engage à terminer les prestations dans un délai deet je m'engage, si l'une des primes prévus dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer à aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (à supprimer cet alinéa, si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) ».

(8) En cas d'appel d'offres au rabais ou à majoration, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit :

« M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier de prescription spéciales, moyennant un rabais (ou une majoration) de (en pourcentage), sur le bordereau des prix –détails estimatif ».

(9) Supprimer la mention inutile.

(10) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



DECLARATION SUR L'HONNEUR ⁽¹⁾ (Annexe 2)

Objet du marché :

A- Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

- Je soussigné..... (Nom, prénom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS ⁽²⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité)sous le n°.....
- Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽³⁾ numéro⁽⁴⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) En cas de l'auto-entrepreneur :

- Je soussigné..... (nom et Prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du domicile élu.....
- Inscrite au registre du commerce national de l'auto-entrepreneur sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁵⁾numéro⁽⁶⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

- Je soussigné..... (Nom et Prénom et qualité, agissant en nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du siège social société
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à la CNSS, sous le numéro ⁽⁷⁾
- Inscrit au registre du commerce, sous le numéro
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁸⁾numéro⁽⁹⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

- Je soussigné..... (Nom et Prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du siège
- Affiliée à⁽¹⁰⁾, sous le numéro.....



[Signature]

- Inscrit au registre du commerce de ⁽¹¹⁾(localité), sous le numéro.
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise ⁽⁷⁾.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro ⁽⁷⁾
- Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽¹²⁾numéro⁽¹³⁾

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics.
2. M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - A veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent 50% du montant du marché, et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché.
 - A m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023.
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur.
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire.
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ⁽¹⁴⁾.
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée, à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer la procédure de conclusion du marché et de son exécution.
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts.
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré.

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023.

Fait à, le.....

(Signature et cachet du concurrent)

-
- (1) En Cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
 (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (3) Supprimer la mention inutile.
 (4) Le relevé d'identité bancaire(RIB) contient 24 positions.
 (5) Supprimer la mention inutile.
 (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (8) Supprimer la mention inutile.
 (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (11) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.
 (12) Supprimer la mention inutile.
 (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (14) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

